



ADRETS

PROPULSION RURALE

Note de synthèse

La participation citoyenne dans les territoires ruraux



**Université de propulsion
rurale**

Novembre 2022



INTRODUCTION

La participation citoyenne dans les territoires ruraux

L'ADRETS, Association pour le Développement en Réseau des Territoires et des Services, œuvre depuis plus de vingt ans sur le massif alpin pour développer les services au public dans les zones rurales et de montagne.

Notre expérience d'accompagnement des territoires ruraux nous a permis de repérer qu'ils étaient des espaces privilégiés pour développer la coopération et l'intelligence collective entre acteur.trice.s, habitant.e.s et élu.e.s. S'intéressant aux capacités des territoires à innover et à développer des actions adaptées à leur problématique, nous avons souhaité réfléchir à l'articulation possible entre les initiatives de participation citoyenne, les actions menées localement et les politiques publiques.

Par ailleurs, les enjeux de transition, énergétique, touristique, économique, auxquels font face les territoires de montagne, nous semblent être un terreau fertile au développement d'initiatives et d'actions citoyennes.

Enfin, l'ADRETS a réalisé en 2022 le guide « [Smart Village, vers un modèle français au service des territoires ruraux](#) »¹, guide qui reprend de nombreux axes et enjeux autour de la participation citoyenne.

C'est donc dans ce contexte que nous avons organisé en novembre 2022 une rencontre multi-acteurs autour de la participation citoyenne dans les territoires ruraux.

Cette note est la synthèse des apports, échanges et témoignages de cette journée. Elle vise également à outiller, via des axes clés, des exemples inspirants et boîte à outils de futures initiatives.

¹ Créé pour le Réseau Rural Français, ce guide méthodologique se veut être un outils à destination des élus ruraux, techniciens de collectivités, associations, souhaitant s'appropriier et déployer la démarche Smart Village.

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Une notion large, des enjeux pour les territoires multiples

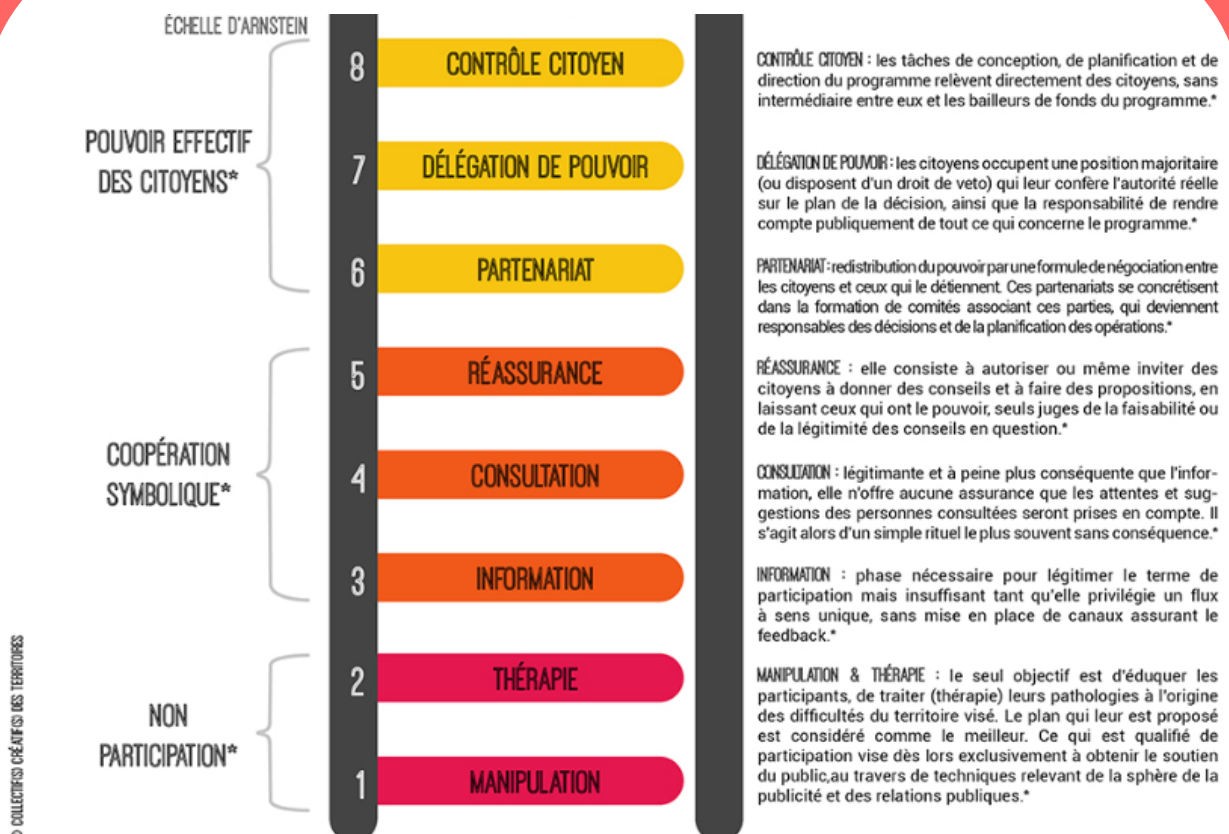
QUELQUES ÉLÉMENTS DE DÉFINITION

De quoi parle-t-on lorsque l'on parle de participation des habitant.e.s à la vie locale ?

La notion de « participation des habitant.e.s » ou parfois appelée « démocratie participative » est une notion très ambivalente, voire floue. Elle peut tour à tour renvoyer à des vraies expérimentations « d'empowerment », de capacitation et de redistribution du pouvoir aux citoyen.ne.s ou, dans d'autres cas n'être seulement qu'une communication plus politique.

Sherry Arnstein, sociologue américaine a modélisé, en 1969 ces différents niveaux de participation à travers une échelle, mieux connue sous le nom d'« échelle d'Arnstein » ou échelle de la participation, où elle classe 8 niveaux de participation, allant de la manipulation des participant.e.s à un contrôle effectif des citoyen.ne.s.

L'échelle d'Arnstein



* Sherry R. Arnstein (1969) « a ladder of citizen participation » dans l'article de J. Donzelot et R. Epstein - *Démocratie et participation : l'exemple de la rénovation urbaine*, publié dans Esprit (dossier « forces et faiblesses de la participation »), n°326, 2006 - pp.5-34

Plus que des niveaux de participation, on constate également que la participation citoyenne est protéiforme et se concrétise sous de nombreuses formes : réunions d'information, de consultation, de concertation, débats publics, budgets participatifs, conseils citoyens, etc.

Le sujet est donc vaste et pour mieux le cerner, il convient de faire un petit retour en arrière et de présenter succinctement la genèse de la participation citoyenne dans les politiques publiques.

Retour en arrière sur l'institutionnalisation de la participation citoyenne dans les politiques publiques

Le sujet de la participation des habitant.e.s devient un sujet de préoccupations dans les années 60, puis celui-ci va continuer à se développer notamment en lien avec des mouvements sociaux venant interroger les limites de notre modèle de démocratie représentative et la légitimité de celui-ci.

Ce mouvement engagé, se poursuit et s'intensifie dans les années 90 avec les premières lois où les citoyen.ne.s sont associé.e.s à la définition des politiques publiques et notamment pour les lois relatives à l'environnement. Cela se traduit notamment par :

Au niveau national

- La Loi ° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, dite « Loi Barnier », qui crée la commission nationale du débat public
- La loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, appelée Loi SRU
- La Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité

Ces textes permettent progressivement aux citoyen.ne.s d'être plus associé.e.s à la vie locale. On constate avec l'instauration de ces différentes lois, une forme de participation qui s'institutionnalise, et cela plus particulièrement dans des projets de renouvellement urbain, dans des quartiers dits « Politique de la ville ».

Au niveau local² :

- L'article 72-1 de la Constitution, créé par la révision constitutionnelle de 2003, autorise les électeur.rice.s à demander l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de leur collectivité d'une question relevant de sa compétence. C'est ce qu'on appelle le droit de pétition locale. Les collectivités locales peuvent elles-aussi soumettre à un référendum local tout projet de délibération ou d'acte relevant de leur compétence.
- Depuis 2005, les collectivités locales peuvent également demander leur avis aux électeur.trice.s sur telle ou telle décision locale. Il.elle.s peuvent être également à l'initiative de l'organisation de la consultation. Il s'agit du droit d'initiative citoyenne.

2 <https://www.vie-publique.fr/eclairage/272715-democratie-participative-les-premiers-dispositifs>

Zoom sur le RIC

Le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC), une des mesures réclamées par le mouvement des Gilets Jaunes en 2019 correspond à un processus permettant à des citoyen.ne.s par le biais d'une pétition réunissant un nombre de signatures fixé par la loi, de saisir la population par référendum sans que soit nécessaire l'accord du Parlement ou du Président de la République.

Celui-ci pouvait être mobilisé pour :

- voter une proposition de loi (référendum législatif) ;
- abroger une loi votée par le Parlement ou un traité (référendum abrogatoire ou facultatif) ;
- modifier la Constitution (référendum constitutionnel) ;
- révoquer un.e élu.e (référendum révocatoire).

En avril 2019, le Président de la République Emmanuel Macron annonce sa décision de ne pas l'instaurer et de privilégier un assouplissement du référendum d'initiative partagée dans le cadre de la révision constitutionnelle en cours.

Le référendum d'initiative partagée est inscrit dans l'article 11 de la Constitution depuis 2008, mais critiqué pour sa complexité de mise en œuvre. En effet, il faut qu'une proposition de loi soit formulée par un cinquième des membres du Parlement et, ensuite, le soutien d'un dixième des électeur.rice.s inscrit.e.s sur les listes électorales.

CE QUI POSE PROBLÈME AUJOURD'HUI ?

Fortement plébiscitée aujourd'hui dans le cadre de design de politiques publiques, la participation citoyenne est fortement critiquée, non pas pour son intérêt, mais plutôt dans les formes et effets connexes qu'elle crée. Récemment, deux consultants spécialisés dans l'accompagnement de démarches participatives ont publié un article critique [*« Faut-il en finir avec ... la démocratie participative »*](#)³, au retentissement important, présentant plusieurs effets pervers de la participation citoyenne aujourd'hui.

Une Homogénéité sociologique des participants, renforçant des inégalités

Dans l'article, Manon Loisel et Nicolas Rio avancent que les processus de participation sont aujourd'hui « trustés » par certaines couches de la population déjà favorisées et ainsi ne permettent pas de recueillir la parole d'autres citoyen.ne.s, éloignées de la vie publique.

" La démocratie participative finit ainsi par avoir des effets pervers,. Elle augmente la place des citoyen.nes les plus insérées dans la démocratie représentative (les retraité.e.s, les plus diplômé.e.s, les ancien.ne.s élu.e.s...) et marginalise encore un peu plus celles et ceux qui se sentent éloigné.es des institutions publiques. [...] On pourrait pourtant considérer que faire vivre la démocratie, c'est confronter des intérêts contradictoires et des regards divergents sur l'état du monde, pour tester notre capacité à dessiner des lignes de compromis. " (extrait de l'article)

3 Article de Manon Loisel et Nicolas Rio, publié sur le site Médiacités.

Des processus souvent perçus comme flou par la population et peu impactant sur les politiques publiques

La lisibilité des processus de participation pour la population est aussi citée comme axe problématique. En effet, comme nous l'avons rappelé plus haut, il existe plusieurs niveaux de participation, ainsi que de multiples formes où celle-ci peut s'exprimer. Toutes ces strates sont difficilement compréhensibles pour les habitant.e.s

De plus, la place des citoyen.ne.s dans ces démarches n'est souvent pas bien définies (consultation, co-construction) et le résultat final de ces processus pas souvent valorisé auprès de la population, créant un sentiment de frustration. C'est ce que souligne les deux auteurs :

« On a des super-retours des participant.es sur le vécu de la démarche, [mais il est dommage] que leurs propositions n'aient pas été mises en œuvre », entend-on souvent de la part des organisateurs". Il semble donc que « la capacité de la démocratie participative à transformer l'action publique s'avère systématiquement en deçà des annonces initiales. »

Un cadre non prévu pour accueillir la conflictualité

Un des signes de bonne santé d'une démocratie se situe en sa capacité d'accueillir le débat et des opinions divergentes. On constate que dans bon nombre de démarches participatives, le cadre n'est pas adapté à la conflictualité. *" L'acteur public invite les citoyen.nes à proposer des idées voire à soumettre une contribution collective. Mais le plus souvent, la délibération vise in fine le consensus".*

Un des exemples illustrant cet aspect au niveau national est celui de la [Convention citoyenne pour le climat](#) qui s'est tenue de 2019 à 2020. Malgré le discours affiché de soumettre « sans filtre », les 149 propositions établies par la convention citoyenne, au Parlement, par référendum ou par application réglementaire directe, très peu de propositions ont été dans les faits retenues, car allant contre la politique en matière de transition écologique, énergétique du gouvernement. Ce résultat après la mobilisation de 150 citoyen.ne.s pendant 18 mois a entraîné un sentiment de frustration parmi « les 150 » et a décrédibilisé fortement le modèle innovant de convention citoyenne à une échelle nationale.

"Dans le fonctionnement des institutions comme dans le vécu des citoyen.nes, il n'y a qu'une seule démocratie. C'est donc l'ensemble de la gouvernance qu'il faut transformer . Cela nécessite de sortir la démocratie participative du carcan dans lequel elle s'est retrouvée enfermée (avec ses élu.e.s référent.e.s et ses équipes dédiées) pour questionner le partage des rôles et les coopérations entre élu.e.s, citoyen.nes et administrations. "(extrait de l'article)

Quelle place pour les mouvements citoyens / initiatives citoyennes dans la vie publique ?

Un dernier aspect vient nous questionner. En effet , de plus en plus de collectifs, de mouvements citoyens se créent pour faire vivre leur territoire, pour s'engager dans la transition notamment, mais quelle place ces mouvements ont-ils dans l'organisation des politiques publiques ? S'agit-il d'un partenariat, de conflictualité, coconstruction ou de deux mondes qui ne se rencontrent pas ?

Face aux enjeux aujourd'hui fort de vie en société : défiance à l'égard des pouvoirs politiques, augmentation de l'exclusion et des inégalités, crise environnementale et besoin de transformer les modèles socio-économiques, impact de la crise sanitaire et de la mise en parenthèse des espaces d'échanges démocratiques, etc., l'enjeu de penser la participation, notamment au niveau local est primordial.

POURQUOI L'ADRETS S'INTÉRESSE À CETTE QUESTION ?

- Car on constate que la participation n'est pas facile à mettre en œuvre. Les démarches participatives nécessitent une acculturation des habitant.e.s, des élu.e.s, et cela prend du temps. L'ADRETS dans ses réponses à appels d'offre proposent une approche permettant la mobilisation de tous les habitant.e.s d'un territoire, mais force est de constater que les réponses et la compréhension des enjeux sont très diverses en fonction des collectivités. **Alors quelle place donne-t-on à la participation et comment on touche les personnes "novices" de la participation ?**
- L'ADRETS travaille sur des espaces ruraux dans les Alpes . La participation citoyenne est aujourd'hui plus institutionnalisée sur des espaces urbains, métropolitains, voire très institutionnalisée dans la Politique de la ville . **Alors qu'en est-il sur le plan local, on appelle ça différemment ? Cela n'existe pas ?**
- On voit de plus en plus d'initiatives émerger : collectifs de transition, notamment dans les Alpes (Idées de demain, Céüse en Transition,), Chorges en Transition, des tiers-lieux nouveaux espaces de vie et de rencontres basés sur des collectifs, des initiatives d'associations, mais **comment ces initiatives se développent et quel est le lien avec la collectivité ? Comment celles-ci font vivre le territoire ?**
- Quels liens entre participation citoyenne et de développement de projets « autres » sur le territoire ? **Comment intégrer ces dynamiques citoyennes à des projets développées par les collectivités, acteurs et autres socio-professionnel.le.s ?**

BIBLIOGRAPHIE :

- Loïc Blondiaux : La démocratie participative : une réalité mouvante et un mouvement résistible
- <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/279196-la-democratie-participative-par-loic-blondiaux>
- Guillaume Gourgues - Participation : trajectoire d'une dépolitisation
- <https://www.cairn.info/revue-projet-2018-2-page-21.htm>
- Manon Loisel et Nicolas Rio (Médiacités - Faut-il en finir avec la démocratie participative ?
- <https://www.mediacites.fr/forum/national/2022/09/05/faut-il-en-finir-avec-la-democratie-participative/>

SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

Dans le cadre de la rencontre initiée par l'ADRETS le 15 novembre 2022, plusieurs partenaires ont pu témoigner de la mise en place d'initiatives citoyennes. Voici une synthèse de ces temps d'échange et de présentation.

Le point de départ des initiatives

Les intervenants de la rencontre ont témoigné de facteurs variés comme point de départ de leurs initiatives. Certains, comme le Média des Acteurs, se sont appuyés sur des constats partagés localement pour proposer une alternative, une nouvelle manière de faire. D'autres ont pris appui sur des dispositifs déjà existants, comme le Pacte pour la transition citoyenne, sociale, solidaire et démocratique, pour servir de rampe de lancement à leur initiative. Enfin, certaines actions naissent de la volonté d'un groupe de développer un projet, une idée commune pour leur territoire.


Quelque soit l'origine, l'ensemble des initiatives présentées cherchent à favoriser la rencontre et la collaboration entre acteur.rice.s issu.e.s d'horizons et de postures différentes : citoyen.ne.s, associations, partenaires du monde économique, élu.e.s. Il y a un besoin de rassembler autour de ces démarches et d'inviter les citoyen.ne.s à se positionner différemment, à se questionner et à devenir acteur.rice.

Des difficultés de mise en œuvre malgré des volontés, individuelles et collectives

Malgré ces bonnes volontés, le déploiement des initiatives n'est pas de tout repos et plusieurs témoignages font état de difficultés, obstacles, freins au déploiement de leur action.

L'investissement des habitant.e.s, au long court

Malgré les volontés individuelles, collectives ou institutionnelles de déployer la participation citoyenne dans les territoires, l'implication des habitant.e.s reste parfois limitée. Absence aux rencontres organisées, difficulté à mobiliser sur le long terme, l'investissement en temps, en promotion des actions à destination de la population, est fort pour les porteurs de ces initiatives.

 *Le collectif du PROUT Valgo (05) mène des ateliers participatifs de « corvée » pour réunir les citoyens autour de chantier (nettoyage d'une parcelle, bois...). Autant d'actions concrètes et « visibles » pour donner du sens au collectif*


Porter la participation citoyenne invite chacun.e à se positionner différemment face à son territoire, mais aussi ses institutions, et à se sentir acteur.rice, en capacité d'agir. Cette prise de position n'est pas aisée et doit être soutenue et accompagné.

La mise en œuvre d'actions concrètes apparaît aussi comme un levier pour mobiliser durablement. Positionner les initiatives citoyennes dans le « quotidien des per-

sonnes », c'est offrir la possibilité de se rassembler autour de valeurs et démarches communes, dans un rapport gagnant-gagnant (*l'investissement que je mets dans le collectif m'apporte et j'apporte des choses au collectif*).

Le soutien des institutions

Que ce soit des collectifs d'habitant.e.s ou des associations portant des projets à vocation citoyenne, l'enjeu d'un appui financier pour développer les projets est fort (soutien financier des départements, mais aussi des collectivités où l'initiative est présente). Outre le versement de subventions, le soutien peut prendre la forme de prêts de matériel, de mises à disposition de salle pour les rencontres avec les habitant.e.s, de partage d'information sur le site communal, etc.

 A Volonne (04), la municipalité a mis à disposition un local communal et du petit matériel pour aider au développement d'une Gratuiterie, initiative citoyenne locale portée par un collectif d'habitants

Quelque soit la forme qu'il prends, le soutien par les institutions locales est un appui conséquent au développement des initiatives citoyennes. Néanmoins, ce soutien ne peut se limiter qu'à une approche pécuniaire et doit s'inscrire dans un partenariat plus global.

Il est également nécessaire de ne pas se positionner en opposition face aux élu.e.s locaux.ales et maintenir, créer, alimenter un dialogue avec eux.elles. S'il apparaît que certaines initiatives ne trouvent pas d'écho « immédiat » auprès des décideur.se.s politiques locaux.ales, plusieurs témoignages font écho de propositions reprises ultérieurement par des élu.e.s, dans un temps plus ou moins long (de quelques mois à quelques années, ou lors d'un changement d'équipe municipale par exemple).

Des évolutions de postures, professionnelles et personnelles et citoyenne

La mise en application de démarches citoyennes incitent aux changements de posture des acteurs.

Pour tous, il apparaît que cette approche demande un certain travail personnel sur l'écoute, la capacité à dire et répéter, à écouter, mais aussi à être dans le conflit et à débattre. La participation citoyenne n'est pas un long fleuve tranquille et il est important d'accepter aussi les désaccords et les points d'accroche pour avancer.


Plusieurs témoignages apportés lors de la rencontre organisée par l'ADRETS font état d'enjeux autour de la formation des citoyen.ne.s, notamment lorsque ceux.elles-ci sont appelé.e.s à émettre leur avis et position. A titre d'exemple, il est fait référence à la convention citoyenne pour le climat pour laquelle les participant.e.s ont été (in)formé.e.s par des expert.e.s avant d'émettre leurs propositions.

L'identification et la définition des rôles de chacun des acteur.rice.s d'un territoire est aussi un élément à prendre compte, afin notamment de proposer des actions complémentaires et non superposées.

Différents retours d'expériences font état de réunions entre citoyen.ne.s et collectivités, où les représentant.e.s de la collectivités ont pu être pris à partie (qu'il.elle.s soient élu.es ou technicien.ne.s) par les habitant.e.s. Nous soulignerons donc un point de vigilance, notamment pour les structures organisatrices de ce type de rencontre, à maintenir un cadre bienveillant et libre, pour chacun puisse se sentir à l'aise de participer (dans le cas contraire, le risque est que la collectivité ne participe plus, et que le dialogue se ferme complètement). L'objectif est bien de faire « avec » et non « contre », en prenant des temps d'explication, de sensibilisation sur la démarche en cours.

Les zones rurales, des labos à ciel ouvert...

A bien des égards, les zones rurales sont des espaces privilégiés pour expérimenter, tester et innover.

 *Erasmus Rural
InSite soutient le déploiement
de missions de volontariat en
service civique en zone rurale. A
Volonne (04), Environnement,
culturelle, lien social, des
missions variées pour
dynamiser les territoires
ruraux et soutenir l'implication
des habitants.*

De par leur dimension et notamment leur faible densité, elles permettent à des citoyen.ne d'avoir un véritable impact sur le territoire, et ainsi de redonner une forme de « pouvoir » aux habitant.e.s. A titre d'exemple, le conseil de développement du Parc Naturel Régional des Pré-Alpes d'Azur a accompagné à la mise en place d'un conseil citoyen au sein d'un village d'environ 150 habitant.e.s. Des groupes de travail ont émergé de ce conseil et ont formulé des propositions concernant l'agriculture et l'alimentation.


Constitué d'une trentaine de personnes (sur 150 habitants), ces groupes ont eu un véritable poids et ont permis des avancées et des prises de position au niveau local.

Ces démarches de participation citoyenne au sein de petites communes rurales peuvent donc « rapidement » porter leurs fruits, apporter du concret et ainsi, maintenir la dynamique locale et l'investissement des citoyens.

En venant tester, innover, ces dynamiques de coopération contribuent également au développement du lien social sur des territoires parfois isolés.

....Pour des résultats concrets

La durée de vie des initiatives liées à la participation citoyenne est probablement corrélée à l'apport de résultats concrets. Cela peut se traduire par de la mise en réseau d'acteurs, avec le développement de nouveaux projets, la création d'emploi, la mise en place d'un lien bénévoles/élu.e.s, le tissage de liens sociaux, l'amélioration des « communs » du territoire (réhabilitation d'espaces communs par exemple). Autant d'actions, preuves et résultats permettant de donner corps à des idées et envies collectives.

 *Transiscope recense
les initiatives citoyennes
mises en place autour de
la transition des
territoire. Un outil
simple pour mettre en
valeur les actions et
favoriser la mise en lien.*

Côté espaces de démocratie locale, on peut citer les exemples de réunions publiques mises en place pour débattre d'enjeux importants pour les territoires (comme l'installation de centrales photovoltaïques, l'aménagement de territoire). La démocratie participative repose sur une action en transparence des élu.e.s, en rendant l'information accessible à tou.te.s, et un engagement des élu.e.s de la prise à compte des apports des habitant.e.s dans la mise en œuvre du projet retenu.

Enfin, nous soulignerons le déploiement de réseaux autour de la participation citoyenne permettant notamment de recenser les initiatives, de mutualiser outils, expérimentations et ressources. Autant d'appui aux partages et à la facilitation de nouveaux projets.



5 axes clés pour faciliter la participation citoyenne dans les territoires ruraux

Ces propositions sont le fruit des échanges tenus lors de l'Université de Propulsion Rurale organisée par l'ADRETS le 15 novembre 2022 à Veynes. Elles sont destinées à être partagées et relayées par tous les acteurs s'intéressant et se questionnant sur cet axe de mobilisation.

1

LA NÉCESSITÉ DU TEMPS LONG

On ne naît pas citoyen.ne, on le devient, et pour le devenir, il faut du temps. Les démarches de participation citoyenne doivent prendre en compte ce facteur, qui permet à chacun.e une acculturation à la chose publique. Bien plus, qu'une consultation à un instant T sans suivi derrière, ces démarches doivent être pensées sur le long terme.

2

ACCOMPAGNER LE CHANGEMENT DE POSTURE

Comme indiqué ci-dessus, la participation citoyenne nécessite une acculturation pour les habitant.e.s à la co-construction d'une politique publique, mais le changement doit aussi concerner les élu.e.s. En effet, une des clés du succès est la capacité à lâcher-prise, lâcher une partie du pouvoir et pouvoir accueillir la conflictualité.

3

FAIRE DES PETITS PAS CONCRETS ENSEMBLE

Pour réussir, il faut créer des espaces de rencontre pour faire ensemble. Une démarche de participation a toutes les chances de réussir, si l'ambition affichée est atteignable et permet à chacun.e d'avoir un rôle et de s'impliquer. i

4

ANIMATION DE TERRITOIRE

Faire participer nécessite de connaître toutes les parties prenantes d'un village, d'une ville et de permettre la rencontre. Ce rôle d'animation d'un territoire est essentiel et peut être porté par plusieurs types d'acteurs élu.e.s, collectifs, associations, etc.

5

EXPÉRIMENTER ET ACCEPTER DE RECOMMENCER

Pour qu'une démarche soit la plus riche possible et permette l'expression de chacun.e, il est essentiel d'avoir une approche itérative, expérimentale, où l'erreur et l'ajustement sont permis et que le produit final sera la composante de toutes les parties prenantes.

Des initiatives inspirantes et inspirées autour de la participation citoyenne

L'Université de Propulsion Rurale organisée par l'ADRETS au second semestre 2022 dans les Alpes du Sud a été l'occasion de découvrir des initiatives variées faisant appel à la participation citoyenne. Les éléments ci-dessous donnent un aperçu de ces actions, de leurs objectifs. Vous retrouverez également les informations pratiques et liens utiles.

Envie d'en savoir plus ? N'hésitez pas à contacter l'équipe de l'ADRETS pour être mis en relation avec les porteurs de ces initiatives, ou tout simplement, nous présenter votre action.



Le Collectif Charges en Transition (Charges, 05)

Le point de départ

Le groupe (une initiative portée par quelques habitant.e.s s'est appuyé sur le **Pacte de la Transition écologique**. Après avoir organisé des réunions d'information pour les habitant.e.s, le collectif a incité les candidat.e.s aux élections municipales à se positionner autour d'une quinzaine de propositions. Depuis, le collectif a évolué vers des objectifs plus concrets

Les effets attendus /les objectifs portés

Charges en Transition a permis le déploiement de jardins partagés, espaces mis à disposition par la municipalité. Cette démarche permet d'apporter du concret et de créer du lien entre les habitant.e.s.

La participation citoyenne dans tout ça

Le projet est porté par les habitant.e.s du territoire. Néanmoins, la dynamique ayant parfois tendance à s'essouffler, un recentrage s'est fait autour de la mise en place des jardins, pour démontrer les effets de la mobilisation à court terme et de façon palpable.

 En savoir plus : <https://www.facebook.com/ChargesEnTransition>

Le Média des Acteurs (Briançonnais, 05)

Le point de départ

Un collectif d'acteur.trice.s varié.e.s du Nord des Hautes-Alpes se rassemblent depuis 2016 pour informer et encourager l'implication citoyenne pour faire face aux enjeux du territoire. Avec des ateliers entre acteur.trice.s concerné.e.s, puis des publications presse ou numérique, l'ambition est de travailler pour le « Bien vivre ensemble, aujourd'hui et demain », sur le Grand Briançonnais.

Les effets attendus /les objectifs portés

L'enjeu est de favoriser la communication, l'information entre territoire et habitant.e.s. avec comme ambition finale que chaque citoyen.ne du nord des Hautes-Alpes puissent trouver l'info qu'il.elle recherche et s'informer sur les enjeux de son territoire. Le second objectif est que tout un chacun puisse se former, se tester et enfin s'exprimer sur les sujets qui lui tiennent à cœur.

La participation citoyenne dans tout ça

Les citoyen.ne.s sont invité.e.s à rejoindre le collectif d'acteur.trice.s pour tout ou parties des actions et aux différentes étapes de celles-ci, en occupant différents « rôles » (organisation et/ou animation des ateliers, pigiste pour le journal, recherche d'infos à diffuser,...). Le collectif se veut en gouvernance partagé : à chacun.e de s'exprimer, proposer et trouver sa place pour le bien commun qu'est notre territoire et la coopération locale!

 En savoir plus : www.mediadesacteurs.com / agathe@lecomptoirdesassos.com

🗨 Court circuit et le Buffet de la Gare (Veynes, 05)

🕒 Le point de départ

Association facilitant le lien entre producteur.rice.s et consommateur.rice.s, Court-Jus a saisi l'opportunité de réhabiliter l'ancien buffet de la gare à Veynes pour le transformer en tiers-lieux. Épicerie en circuit direct et sans intrants chimiques, bar, recyclerie, bureaux partagés, couchage, ateliers divers dont un atelier de réparation vélos et électro-ménager, font de cet espace un lieu riche de découverte et de rencontres.

🔗 Les effets attendus /les objectifs portés

Les membres de l'association et bénévoles souhaitent faire de ce lieu un espace de lien social et de rencontre. L'accent est mis sur ce qui rassemble les bonnes volontés et les projets du lieux sont aussi fonction des propositions, compétences et envies du groupe.

👥 La participation citoyenne dans tout ça

Les adhérent.e.s participent chacun à leur hauteur, au niveau de la récurrence et de la tâche à mener. Le buffet de la gare compte une trentaine de bénévoles réguliers, qui permettent un accueil pour tous.tes, habitant.e.s du territoire ou voyageur.se de passage.

💬 En savoir plus :

<https://www.facebook.com/buffetgareveynes/> - courcircuitbuech@gmail.com

🗨 Unis Cité (National)

🕒 Le point de départ

L'association promeut le dispositif du Service Civique, en diffusant l'information et propose aux structures associatives, établissements publics, ou autres collectivités territoriales le service civique dans leurs établissements.

🔗 Les effets attendus /les objectifs portés

Pour les volontaires en service civique, c'est l'occasion d'avoir un statut spécifique, mais aussi une indemnité, un accompagnement au projet et une première expérience professionnelle. Du côté des structures, c'est aussi donner une chance à la jeunesse, d'accueillir un nouveau regard et de nouvelles manières de faire, tout en transmettant leur compétences.

👥 La participation citoyenne dans tout ça

Le dispositif du Service Civique est guidé par l'éducation populaire qui repose elle-même sur des méthodes de participation actives. La réflexion collective en lien avec cette initiative citoyenne viendra faire écho aux valeurs civiques du dispositif du Service Civique. .

💬 En savoir plus : <https://www.uniscite.fr/> pleroy@uniscite.fr

Altitudes Coopérantes (Hautes Alpes, 05 ; Ubaye, 04)

Le point de départ

Ce projet vise à construire et tester des actions pour mutualiser des outils, notamment pour les structures de l'Économie Sociale et Solidaire basées dans les Hautes-Alpes et l'Ubaye (04).

Les effets attendus /les objectifs portés

Le projet d'Altitudes Coopérantes vise trois objectifs : permettre aux structures de communiquer de manière plus efficace, en mettant notamment en place un annuaire des associations et un guide des bonnes pratiques ; la mutualisation de matériel et de compétences : le recensement des structures d'accompagnement et des financements disponibles ; et enfin expérimenter la trésorerie solidaire.

La participation citoyenne dans tout ça

En proposant des outils aux associations, entreprises et collectivités d'un territoire de mutualiser leurs outils, de se rendre visible, le projet cherche à avoir un impact sur les citoyen.ne.s, en facilitant le déploiement d'actions concrètes par ses adhérent.e.s.

 En savoir plus : <https://altitudescooperantes.fr/?PagePrincipale>

Le Collectif PROUT Valgo – Pour Rendre Ouverts et Utopiques nos/vos/leurs Territoires (Vallée du Valgaudemar, 05)

Le point de départ

Collectif citoyen, le PROUT s'est réuni autour de valeurs communes concernant des alternatives aux modes de développement classiques. Leur projet se construit autour des enjeux de l'agroécologie, du tourisme paysan et de la coopération

Les effets attendus /les objectifs portés


Le collectif cherche à proposer des alternatives concrètes, pour penser local, sans pour autant se mettre en autarcie. Convaincu.e des atouts et ressources de leur territoires, ses membres agissent sur des axes variés : l'agriculture vivrière, le développement d'un café associatif, l'accueil de réfugiés, etc.


La participation citoyenne dans tout ça


Ouvert et accessible à tou.te.s, le collectif propose à chacun.e de venir partager son temps, son expérience, ses connaissances, pour coconstruire et mener des actions concrètes. Une liste de diffusion a également été créé, pour permettre aux habitant.e.s de la vallée d'échanger par mail.

 En savoir plus : <https://collectif-proutvalgo.fr/>

Ressources et liens utiles pour aller plus loin

 La boîte à outils de la participation citoyenne : Proposée par l'ADEFPAT, la mallette comprend méthodes et outils pour accompagner les territoires souhaitant s'engager dans les démarches participatives. → <https://adefpat.fr/innover/boite-a-outils/>

 Le Guide de la concertation : à destination des techniciens et collectivités, le guide propose de comprendre pourquoi et comment faire de la concertation. comment et pourquoi faire → <https://www.agglo-henincarvin.fr/Vie-quotidienne/Concertation-avec-les-habitants>

 Le Guide Smart Village : réalisé par l'ADRETS, à l'initiative du Réseau Rural National, le guide propose aux élus et techniques une méthodologie et des exemples concrets pour déployer une démarche Smart Village. Et qui dit Smart Village, dit participation citoyenne. → https://www.reseaurural.fr/sites/default/files/documents/fichiers/2022-11/2022_rrf_Guide_Smart_Village_ADRETS.pdf

 Fréquence Commune : cette coopérative propose des ressources pour accompagner élu.e.s et habitant.e.s qui « transforment » la démocratie. Cartographie, fiche méthodologique sont disponibles en ligne. → <https://www.frequencecommune.fr/ressources/outils/>

L'accélérateur de projets ou Codéveloppement : cette méthode permet à un.e porteur.se de projet (en cours ou futur) d'être appuyé par un groupe dans l'élaboration de son plan d'action. Nul besoin d'être spécialiste, l'écoute active et l'intelligence collective sont les compétences requises.

Lien vers la méthode détaillée [Version Détaillée](#) / [Version simplifiée](#)

Prise de notes :

Noémie Lechat – nlechat@adrets-asso.fr

Chloé Billod – cbillod@adrets-asso.fr

Rédaction finale et mise en page :

Noémie Lechat – nlechat@adrets-asso.fr

Chloé Billod – cbillod@adrets-asso.fr



adrets@adrets-asso.fr

<http://adrets-asso.fr>